

CONGO

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

200 FCFA

www.adiac-congo.com

N° 2514 - VENDREDI 22 JANVIER 2016

Lutte contre le terrorisme

Le président Boni Yayi appelle à la mutualisation des efforts en Afrique

Arrivé à Brazzaville hier, pour une brève visite de quelques heures, le président béninois, Thomas Boni Yayi, a évoqué la nécessité d'une mutualisation des efforts au sein des communautés africaines pour lutter contre le phénomène du terrorisme qui fait « tâche d'huile » dans le conti-

nent. « La lutte contre le terrorisme n'est pas une question uniquement africaine, mais plutôt mondiale qui appelle à des échanges d'informations et de renseignements pour sécuriser nos espaces communautaires », a-t-il précisé. [Page 9](#)



Denis Sassou N'Guesso et Thomas Boni Yayi

PRÉSIDENTIELLE 2016

Bertrand Kissangou se dit candidat de la diaspora



Agé de 40 ans, le fondateur de l'Association Bana Ya Congo qui regroupe des membres de la Diaspora congolaise en France a annoncé sa ferme intention de se porter candidat à l'élection présidentielle dont le premier tour est prévu le 20 mars au Congo.

« Je suis un élu de terrain qui a une expérience de ses administrés. J'aime mon pays d'origine et j'aimerais, grâce à ma bi-appartenance, apporter mon expérience au Congo, pays auquel je dois mon ascension sociale », a affirmé ce cadre informaticien qui est, par ailleurs élu de sa commune de résidence, dans le département de l'Essonne en France. [Page 2](#)

MÉDIAS

Le CSLC plaide pour une presse responsable et dynamique



Philippe Mvouo

À l'orée de l'élection présidentielle anticipée du 20 mars prochain, le président du Conseil supérieur de la liberté de communication (CSLC), Philippe Mvouo a appelé les médias congolais au professionnalisme et au sens de la responsabilité. « Les médias intègrent le processus électoral, pour le service public à travers l'information juste. Transcender en cela vos subjectivités qui souvent vous déroutent, dénaturent votre profession et secrètent des germes de division, de haine dont la triste conséquence est la violence. Soyez la lumière de la cité », a-t-il indiqué, à l'occasion des échanges de vœux jeudi avec ses collaborateurs et les responsables des médias. [Page 3](#)

MUSIQUE

Kévin Mbouandé Mbenga parle de son « Deuxième monde »



Dans une interview exclusive aux *Dépêches de Brazzaville*, le patron du groupe Patrouille des stars dresse le bilan de 2015 et parle de son premier album solo : « Deuxième monde ».

[Page 11](#)ÉDITORIAL
L'essentiel[Page 2](#)

CSTC

Huit membres exclus pour comportements anti-statutaires

[Page 5](#)

ÉDITORIAL

L'essentiel

La tentation sera évidemment forte, dans les semaines à venir, de concentrer le débat public sur la seule personne des candidats ou des candidates à la Magistrature suprême en oubliant l'essentiel qui est la poursuite de notre longue marche vers le progrès. Et c'est pourquoi, au moment où démarre le processus qui doit aboutir, le 20 mars prochain, au premier tour de l'élection présidentielle, il n'est pas inutile de rappeler que la campagne qui débute ne devra en aucun cas paralyser la société congolaise, rendre attentistes les investisseurs, endormir les administrations, bref aggraver les difficultés auxquelles le pays se heurte dans le moment présent.

Ce message devrait, selon nous, être délivré à haute et intelligible voix par les plus hautes autorités de la République, mais également par tous ceux qui, à un titre ou à un autre, exercent des responsabilités dans notre pays. Car la tentation est forte pour beaucoup, aujourd'hui, de mettre leurs activités en sourdine jusqu'à ce que l'on sache qui sortira vainqueur de la compétition qui s'engage et, plus encore, que l'on voit si la campagne électorale se déroulera dans le calme, la sérénité, sans mettre en péril la stabilité du Congo. Nous sommes bien placés pour le dire, nous qui sommes en permanence sur le terrain afin d'observer et de rendre compte du déroulement de cette grande opération.

Ajoutons à ce qui précède qu'un tel conseil apparaît d'autant plus justifié que la communauté internationale observe avec une grande attention ce qui se passe chez nous. Perçu comme l'un des pays les plus sûrs de l'Afrique centrale, mais aussi comme l'un des piliers de la sécurité sous-régionale, le Congo ne saurait s'endormir, ne fut-ce que quelques semaines, alors que tout autour de lui ne cessent de s'aggraver les tensions et les incertitudes.

Démontrer que l'on peut tout à la fois conduire un processus aussi complexe que celui de l'élection présidentielle tout en poursuivant sans ralentir notre marche en avant et tout en respectant nos engagements extérieurs est le premier devoir qui s'impose à chacun de nous. Puisse ce message de bon sens être entendu par ceux auxquels il s'adresse.

Les Dépêches de Brazzaville

FRANCE

Bertrand Kissangou, candidat de la diaspora à l'élection présidentielle au Congo

Le compte à rebours ayant commencé, Bertrand Kissangou, 40 ans, membre de la Diaspora congolaise de France, affiche sa ferme intention de s'investir dans la bataille de l'élection présidentielle de son pays d'origine, dont le premier tour aura lieu le 20 mars prochain. Soldat parmi les Congolais de l'étranger, assure-t-on, apte à se présenter en toute légitimité à l'élection présidentielle... Portrait.



Bertrand Kissangou dans les starting blocks des élections présidentielles au Congo (DR)

Bertrand Kissangou, fondateur de l'Association « Bana ya Congo », l'homme des Solidarités associatives de la diaspora, jouit d'une excellente réputation au sein des populations congolaises pour ses multiples actions en leur faveur. Profitant de ce que la nouvelle Constitution permet à ceux et celles des Congolais de l'étranger à s'essayer au suffrage universel dans leur pays d'origine, Bertrand Kissangou franchira bel et bien le Rubicon. Il faut dire que la politique ne lui est pas étrangère, car déjà élu dans sa commune résidentielle de

France. En effet, il occupe actuellement la présidence de la commission internationale de la fédération du Parti Socialiste du département de l'Essonne. « Je suis un homme d'Etat », ne cesse-t-il de clamer, pensant toujours à la postérité. Et d'estimer qu'il est le mieux placé pour s'occuper de la jeunesse congolaise. « Il est temps de mobiliser toutes les forces vives du Congo, comme j'ai su le faire en 2012 lors de l'incident regrettable du 4 mars, en organisant avec la diaspora, à Ris-Orangis, en présence des élus locaux, un

concert de solidarité donné par des artistes congolais en faveur des victimes », précise l'élu essonnien.

Bertrand Kissangou, cadre informatique, par ailleurs commissaire aux Impôts directs de la commune de Ris-Orangis et de la communauté d'agglomération Evry Centre-Essonnes, veut surtout rassurer ceux et celles qui oseraient douter de sa détermination et de sa capacité à mener des troupes : « Je suis un élu de terrain qui a une expérience de ses administrés. J'aime mon pays d'origine et j'aimerais, grâce à ma bi-appartenance, apporter mon expérience au Congo, pays auquel je dois mon ascension sociale », avant d'insister : « Lorsque les Congolais sont à l'étranger, ils s'emparent trop souvent des réseaux sociaux pour venir dire leurs états d'âme, préférer des conseils mal fondés sur leur pays d'origine, ignorant qu'ils ont trouvé le standing du pays d'accueil ; eh bien moi, je dis qu'ils feraient mieux de travailler et de participer comme les vraies diasporas qui construisent leurs pays à coups de transferts de technologies et de masses monétaires ».

Comme les candidatures à la future élection présidentielle ont commencé à se déclarer, Bertrand Kissangou est, lui aussi, prêt à la condition de « réunir la caution de la participation à l'élection fixée à 25 millions de Francs CFA », renchérit son entourage. En tout état de cause, Bertrand Kissangou sera présent à cette élection et, d'ores et déjà, il a des soutiens de ses partisans. Et de comparer sa démarche à celle de Koffi Yamgnane, élu d'une commune française et qui n'avait pas hésité à se porter candidat à l'élection présidentielle au Togo, son pays d'origine.

Antoine Daniel Kongo

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout
Secrétaire des rédactions : Jocelyn Francis Wabout
Secrétaire des rédactions adjoint :
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo,
Clotilde Ibara, Norbert Biembedi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina,
Thierry Nougou
Service Société : Parfait Wilfried Douniama
(chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koumbemba, Josiane Mambou Loukoula
Service Économie : Nancy France Loutoumba (chef de service) ; Lopelle Mboussa

Gassia, Firmin Oyé

Service International : Nestor N'Gampoula
(chef de service), Yvette Reine Nzaba, Tiras Andang
Service Culture et arts : Bruno Okokana
(chef de service),
Hermione Désirée Ngoma, Rosalie Bindika
Service Sport : James Golden Eloué
(chef de service), Rominique Nerplat Makaya
Service Enquête : Quentin Loubou
(chef de service), Rock Ngassakys
Chronique littéraire : Meryll Mezath
(chef de service), Luce Jennyfer Mianzoukouta, Durlly Emilia Gankama

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki,
Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaine Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo
Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'Agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordinateur : Alain Diasso

Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Sports : Martin Enyimo
Relations publiques : Adrienne Londole
Service commercial : Marcel Myande,
Stella Bope
Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya
n°1430, commune de la Gombe / Kinshasa
- RDC - Tél. (+243) 015 166 200
Rédaction de Dolisie : Lucien Mpama

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa,
Stanislas Okassou

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong,
Marie-Alfred Ngoma
Administration : Béatrice Ysnel

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi

Suivi des fournisseurs : Farel Mboko
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie : Martial Mombongo
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ

Directeur : Charles Zodialo
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna,
Mildred Moukenga
Commercial Pointe-Noire : Mélaine Eta Anto

DIFFUSION

Directeur : Philippe Garcia
Assistante de direction : Sylvia Addhas
Diffusion de Brazzaville : Guyche Motsigmet, Brice Tsébé, Irin Mauakani
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Mombélé Ngon

INFORMATIQUE

Directeur : Gérard Ebami-Sala
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Rively Gérard Ebami-Sala, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

IMPRIMERIE

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo
Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service pré-press : Eudes Banzouzi
Chef de production : François Diatoulou Mayola
Gestion des stocks : Elvy Bombete

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service),
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphany Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,
immeuble Les Manguiers (Mpila),
Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 06 930 82 17

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Hélène Ntsiba (chef de service), Sorel Eta,
Astrid Balimba

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,
immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville,
République du Congo / Tél. : (+242) 05 532.01.09
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

PRÉSIDENTIELLE 2016

Philippe Mvouo plaide pour des programmes appropriés dans les médias

À la faveur de l'élection présidentielle prévue en mars prochain, le président du Conseil supérieur de la liberté de communication (CSLC), Philippe Mvouo a exhorté la presse, le 21 janvier à Brazzaville, à faire preuve de professionnalisme en période préélectorale, électorale, et postélectorale.

« Les médias intègrent le processus électoral, pour le service public à travers l'information juste à donner sur l'identité des candidats en lice et sur les enjeux de la campagne. À cet effet, les médias sont tenus de réserver des programmes appropriés à leur public pour l'audiovisuel et de publier des articles intelligents pour la presse écrite, essentiellement destinés à éclairer les électeurs », a déclaré le président du CSLC, lors de la cérémonie d'échanges de vœux.

Esquissant le schéma de travail des journalistes en période électorale, Philippe Mvouo a demandé aux journalistes de faire montre de professionnalisme, car pour lui, la mission essentielle reste d'« informer les électeurs sur les modalités du vote ». Aussi, a-t-il rappelé le devoir des médias vu la portée politique de ce scrutin. « Transcender en cela vos subjectivités qui souvent vous déroutent, dénaturent votre profession et secrètent des germes de division, de haine dont la triste conséquence est la violence. Soyez la lumière de



Philippe Mvouo saluant les collaborateurs

la cité. Organisez des tribunes où les débats doivent servir à l'expression pluraliste des courants de pensées et d'opinions. Donnez la parole à tout le monde de toutes les couches sociales. Critiquez les discours politiques des uns et des autres. Faites que la politique ne puisse faire peur à personne,

mais qu'elle serve utilement aux hommes et aux sociétés. Le faisant sans arrière-pensée, sans partis pris, dans l'équilibre et l'équité qu'exige votre

née 2016 s'inscrit dans notre pays sur un registre politique bien particulier en ce qu'elle va voir se tenir l'élection présidentielle et subséquentement

ferme sera l'attitude du régulateur face à ces médias qui n'ont pas encore compris qu'il faut se départir d'un journalisme terrorisant », a précisé le président du CSLC. Portant un regard critique sur la prise de position de certains organes de presse écrite sur les questions politiques, il s'est en outre interrogé sur l'identité professionnelle de certains journalistes. Prélude à cette échéance, le régulateur des médias avait organisé en 2015 une série de rencontres avec les acteurs politiques, toutes tendances confondues, ainsi qu'avec la société civile. Chaque partie prenante a été invitée à revisiter son discours politique, afin de ne pas porter atteinte à la dignité humaine et à la cohésion sociale. Au cours des échanges, il a été rappelé les dispositions légales et réglementaires en matière d'accès aux médias et du temps de parole en période préélectorale, électorale et postélectorale. De même, plusieurs rencontres ont été organisées avec les journalistes donnant lieu à des échanges pédagogiques sur fond de rappel des normes éthiques et déontologiques.

Josiane Mambou Loukoula

métier, vous aurez ennobli réellement le journalisme », a-t-il exhorté.

Point de bilan, ni même de projection pour 2016

La présidentielle de 2016, reste pour le président du CSLC « l'ultime essentiel ». « L'an-

s'opérer une véritable réorganisation des structures de l'Etat. C'est dire l'importance et l'intérêt de mobiliser notre attention citoyenne sur l'évènement majeur de cette année, l'élection présidentielle. La régulation des médias a commencé. Plus dure et plus

PLAN ET INTÉGRATION

Raphaël Mokoko s'engage à améliorer la qualité des dépenses publiques

Afin d'éviter que la République du Congo ne replonge dans l'endettement, malgré l'effondrement des prix du pétrole, le ministre du Plan et de l'intégration, Léon Raphaël Mokoko, se propose de poursuivre avec l'application des mesures d'assainissement. Il s'agit notamment d'améliorer de façon permanente la qualité de la dépense, de programmer les investissements et d'être plus prudent sur les nouveaux engagements financiers.

« Nous devons réévaluer toutes niches qui auraient permis d'accroître nos recettes en élaguant au mieux les privilèges fiscaux, simplifiant les procédures améliorant le climat des affaires et luttant contre les antivaleurs », a déclaré Raphaël Mokoko, lors de la cérémonie d'échanges de vœux avec ses collaborateurs et ainsi que les partenaires économiques du Congo. Une occasion lui ayant également permis de faire des projections de son ministère durant l'année en cours. « Le cadre de gestion des finances publiques amélioré aidera le Congo à élargir la base de souscription des futures émissions aux petits épargnants, ainsi que les incitations à apporter aux industriels à travers le code d'investissements », a-t-il ajouté.



Poignée de main entre le ministre et ses invités

question relative à l'intégration des pays membres de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cémac), le ministre a reconnu que les contraintes qui tiennent à leur intégralité pesaient sur l'ensemble de la sous-région. D'où, le faible niveau d'échanges commerciaux transfrontaliers qui ne représentent que 3% du volume

global. Pour pallier tant soit peu ces obstacles, le Congo compte contribuer à la réalisation d'un repérage du système des frontières afin de fidéliser définitivement les limites du Congo sur terre, au niveau du fleuve puis de la mer. Aux secteurs agricole et agropastoral, le tourisme et le commerce transfrontalier, il a été demandé de concevoir des

projets bancables afin de bénéficier d'appuis financiers de partenaires.

Un appel particulier a été de même lancé à la Communauté internationale, d'accompagner le Congo dans le financement des infrastructures économiques en leur permettant l'accès aux ressources générales du Fonds monétaire international. De plus, la Banque de développement des Etats de l'Afrique centrale, une institution dédiée au financement des projets et programmes de développement des pays de la Cémac, devrait elle aussi, bénéficier d'une plus large possibilité de tirage que la Banque centrale seule, ne serait en mesure de couvrir.

Bilan de 2015

Passant en revue de façon globale les activités de 2015, le directeur de cabinet du ministre de tutelle, Pascal Ebalé Bobassa, a indiqué que l'année dernière a été difficile du point de vue de la réalisation des perspectives macroéconomiques. Le taux de croissance a été fortement impacté par la baisse du prix

du baril du pétrole au dernier trimestre 2014. De 6,4% il a été réduit en 2015, à moins de 3%. « Cette situation a conduit à deux collectifs budgétaires et à la préparation d'une matrice de réformes relative à un appui budgétaire, afin de réajuster le niveau des dépenses publiques au niveau des recettes réellement attendues », a-t-il indiqué.

Pour faire face à cette situation, des réformes ont été renforcées en vue de mieux préparer la réalisation des nouveaux objectifs prévus dans le Plan national de développement (PND) 2017-2021.

Au niveau de la planification, le suivi et l'évaluation de la revue à mi-parcours du PND 2012-2016 ont été réalisés. Un plan intérimaire de la stratégie nationale de développement de la statistique a été aussi élaboré pour la période allant de 2016 à 2017. Le programme pays 2015-2018 a été, quant à lui, adopté par le Conseil d'administration du Programme alimentaire mondial en Italie, pour un montant de 36 milliards FCFA.

Lopelle Mboussa Gassia

SANTÉ PUBLIQUE

La société de téléphonie mobile Airtel contribue au bien-être des élèves

Les élèves de l'école de la poste située en plein centre-ville ont été consultés gratuitement le 15 janvier, sur les maladies de l'ouïe, la vue, les vers intestinaux, et bien d'autres.



Les élèves en consultations (crédit photo-adiac)

Ces examens ont été faits dans le cadre de la poursuite des activités du programme « Airtel santé » consultation gratuite pour tous lancée dans les établissements scolaires primaires.

En effet, explique le manager, employé Welbeing de la société Airtel-Congo, Patrice Batz Kruze Hoyer, ce programme consiste à consulter gratuitement et prévenir les maladies des élèves des écoles primaires.

Les examens retenus sont notamment le déparasitage, rythme cardiaque, le poids, la prise du tour de taille, la glycémie, la tension artérielle ainsi que la goutte épaisse,

L'objectif est d'apporter leur contribution en tant qu'entreprise citoyenne dans le cadre des activités liées au bien-être et de la prévention en matière de santé.

En ce qui concerne la prise en charge de ces élèves dépistés, il a indiqué : « Nous ne sommes pas une clinique mobile mais une entreprise citoyenne qui a un programme comme nous l'avons dit Airtel-santé. Les élèves dépistés apporteront les fiches auprès des parents pour leur suivi ». Il a, par ailleurs, émis le souhait au gouvernement d'installer les dispensaires dans les établissements scolaires. Outre les élèves, le personnel enseignant de cette école a bénéficié d'une consultation gratuite. Il a été également sensibilisé à la nutrition préventive et curative. Pour le directeur de l'école de la poste, Eugène Benjamin Madianguela ce genre d'activité est une preuve d'encouragement pour accompagner l'éducation de base au Congo. Cette gratuité va aussi dans le sens du programme de la gratuité à l'école lancé par le gouvernement. Notons que l'école de la poste est construite en bloc très modeste dans une zone marécageuse. Elle est dotée de onze salles de classe avec un effectif total de 531 élèves pour sept enseignants. L'établissement accueille les élèves des quartiers lointains et connaît un problème d'évacuation d'eau après les pluies diluviennes.

Lydie gisèle oko

SÉCURITÉ SOCIALE

Florent Ntsiba annonce la mise en service des nouvelles caisses

Le ministre d'Etat, ministre du Travail et de la sécurité sociale, Florent Ntsiba, a rassuré le 20 janvier, son personnel des dispositions prises pour l'installation des nouveaux organismes en 2016. L'assurance a été donnée lors de la cérémonie d'échanges de vœux.

Il a expliqué que ces nouvelles caisses rentreront en fonction courant cette année. Celles-ci, interpellent la direction générale de la sécurité sociale à mobiliser les ressources pour la refondation de la sécurité sociale.

L'année 2016, poursuit-il, connaît de nombreux et complexes défis à relever : l'achèvement du processus d'actualisation du code de travail, la redynamisation et la modernisation de l'inspection du travail.

Parmi ceux-ci, figurent, aussi la protection des intérêts de l'amélioration des conditions d'activités des travailleurs du secteur informel ainsi que la prise en charge et celle de leurs familles par le système de sécurité sociale, celui du régime et de la caisse de la famille et de l'enfance, l'assurance maladie universelle ainsi que l'autonomisation de la retraite,

En ce qui concerne la mise en place de l'assurance maladie universelle, indique le ministre, le plaidoyer pour l'élargissement du partenariat stratégique doit être privilégié ainsi que le



Le ministre donnant les orientations de 2016 (crédit-adiac)

renforcement des capacités de la direction générale de la sécurité. « Les textes d'application des lois instituant le régime d'assurance maladie universelle et portant création de l'organisme subséquent de gestion doivent être intégralement approuvés en 2016 », a martelé Florent Ntsiba.

Au terme de ses propos, le ministre Florent Ntsiba a appelé son personnel à la rigueur, la discipline et au professionnalisme dans le travail.

Rappelons que le directeur du cabinet du ministre du Travail et de la sécurité sociale, Antoine Gambou a,

pour sa part, dressé le bilan des activités réalisées par le ministère.

Selon lui, le Congo avait conclu depuis le 12 août 2013, un accord de relèvement de la valeur du point d'indice des salariés du secteur public avec les partenaires sociaux. Cette valeur est passée à 250 en 2015 et sera à 275 dès la fin de ce mois de janvier 2016.

Autre défis: le processus de relèvement du salaire minimal interprofessionnel garanti (SMIG) est en cours à travers la Commission consultative et le Dialogue social, etc.

L.G.O.

CSTC

Le conseil confédéral exclut huit de ses membres

Au total, huit membres de la Confédération syndicale des travailleurs du Congo (CSTC) ont été radiés de l'organisation à l'issue des travaux de la session extraordinaire du conseil confédéral organisé le 20 janvier, dans la salle de conférences de la mairie centrale de Brazzaville

L'exclusion de ses membres a été prononcée à l'unanimité après examen de leurs fautes commises, explique le communiqué final sanctionnant les travaux du conseil dirigé par le président de la CSTC, Elault Bello Bellard.

Il s'agit de : Anne Marie Nzila, Alphonse Ilembi, Edouard Adzotza, Paul Hervé Kengouya, Denis Vouekemé, Blaise Ngassila, Hyppolite Andoyebé et Benoit Makélé.

Selon le conseil, ces membres font partie du « groupe de contact » signataire des différents documents publiés de nature incitative. « La

session du conseil s'est penchée avec beaucoup d'attention sur les actions menées à travers les médias et sur l'espace syndical par ce groupe. Constatant la gravité des actes posés par les camarades composant ce groupe, la commission confédérale de contrôle d'évaluation et d'audite a soumis à la session un rapport dans lequel elle a fustigé les comportements anti-statutaires affichés par ces camarades. Examinant ces fautes, le conseil a approuvé la délibération confirmant la régularité des actuelles instances jusqu'à la tenue du 1er congrès ordinaire au dernier trimestre de 2016 », indique le communiqué.

En outre, les délibérations portant approbation des documents soumis à la session ainsi que la convocation du 2e congrès ordinaire de la CSTC

courant 2016 ont été adoptées par le conseil. L'ordre du jour des travaux portait sur plusieurs points, à savoir: examen et adoption de la délibération du conseil confédéral portant convocation du premier congrès ordinaire de la CSTC courant 2016 ; documents de la commission confédérale de contrôle d'évaluation et d'audite (CCCEA) ; déclaration du groupe de contacts ; élection professionnelle ; etc.

Rappelons qu'à l'ouverture des travaux, le président Elault Bello Bellard a indiqué qu'il a été satisfait quant à la poursuite du dialogue social et l'augmentation de la valeur du point d'indice souligné par le président de la République dans son message à la nation, avant de dénoncer le mauvais comportement de ses membres qui se sont constitués en « groupe de contact ».

L.G.O.



Une expertise à votre portée

Des formations pour boostez votre carrière ! A Brazzaville et à Pointe-Noire, ci-dessous le programme. Contactez-nous aux coordonnées suivantes : Tél. 06 913 81 45 | 06 859 76 20- Email : inscription@iprc-training.org | iprc-training.org

INTITULE DE LA FORMATION

DUREE

PERIODE

Techniques de négociations des marchés publics

3 jours

20-22 janvier 2016

Négociation commerciale : Les 6 étapes gagnantes

3 jours

18-20 Janvier 2016

Les techniques de vente

3 jours

20-22 janvier 2016

Les fondamentaux du risk management bancaire

4 jours

18-21 janvier 2016

Analyse financière : Perfectionnement

3 jours

18-20 Janvier 2016

Le tableau de bord du service achats

3 jours

20-22 janvier 2016

L'essentiel des sûretés et garanties bancaires

3 jours

20-22 janvier 2016

COOPÉRATION

La France et la Chine entendent soutenir le Congo dans le domaine de la santé

Le ministre de la Santé et de la population, François Ibovi, vient de recevoir l'assurance de Jean Pierre Vidon et Xia Huang, respectivement ambassadeurs de France et de la République populaire de Chine au Congo

Avec la France considérée comme l'un des partenaires sûrs dans le domaine des médicaments, le ministre François Ibovi et son interlocuteur ont fait le 21 janvier, le point de la coopération sanitaire qui lie les deux pays depuis de longues dates. Selon Jean-Pierre Vidon, il s'agit d'une coopération multilatérale par sa procédure dans la mesure où la France est le second contributeur au fonds mondial contre le paludisme, la tuberculose et le Sida avec un versement annuel de 360 millions d'euros. En effet, sur cette somme le Congo a bénéficié depuis l'origine d'environ 10 millions d'euros de la part française de la contribution du fonds mondial.

« C'est le premier volet que nous avons évoqué sachant que la France apporte le concours de ses experts notamment quand il faut contribuer à la préparation des dossiers qui permettront ensuite d'obtenir une aide du fonds mondial, grâce à notre initiative 5%, permettant d'avoir un certain nombre de projets avec un financement français », a expli-

qué Jean Pierre Vidon à la presse. La République du Congo et la France entretiennent également des relations bilatérales à travers deux projets mis en œuvre par l'Agence française de développe-

ment (AFD), en partenariat avec le ministère de la Santé et de la population. Le premier qui remonte à quelques années est actuellement en phase de démarrage. Estimé à 6 millions d'euros, ce projet porte sur l'appui au développement des ressources humaines dans le domaine de la santé. « Il concerne la ges-



Le ministre François Ibovi s'entretenant avec Jean Pierre Vidon; crédit photo Manga

tion des ressources au niveau central mais également en termes de renforcement pour les professions paramédicales avec remise à niveau des installations, ingénierie pour re-définir les curriculum, donc

assurer cette formation indispensable des personnels qui vont venir en appui aux médecins », a poursuivi l'ambassadeur de France au Congo.

Le second considéré comme plus important est évalué à 10 millions d'euros. Il consiste en la remise à niveau des installations de distribution d'eau du Centre hospitalier et universitaire (CHU) de

Brazzaville. Ce projet prévoit également la formation des gestionnaires des établissements hospitaliers du pays. « Comme nous le savons, le Congo va être doté dans les mois et les années qui viennent, d'un nombre important de nouveaux hôpitaux et, au-delà des infrastructures,

En effet, une mission de cette école séjourne actuellement dans le pays pour évaluer les besoins et définir les moyens de répondre à cette forte attente. « Ce que je peux vous dire à ce stade c'est que, grâce à un financement d'un million d'euros, il y aura très prochainement des formations qui permettront d'avoir, dans l'avenir, des gestionnaires performants dans ce domaine », a-t-il conclu.

Renforcer les relations séculaires entre le Congo et la Chine

Reçu pour sa part le 20 janvier, l'ambassadeur de la République populaire de Chine, Xia Huang, a rassuré le ministre congolais de la Santé que son pays apportera de l'aide en faveur de la construction et de l'équipement des infrastructures sanitaires dans le pays. La Chine entend, par ailleurs, augmenter le nombre des bourses d'études attribuées aux étudiants congolais. Les deux parties ont, enfin, convenu de la mise en place d'une commission mixte, chargée d'évaluer les besoins en matière de santé, la recherche des mécanismes et stratégies pour favoriser le retour au Congo des étudiants après leur formation en Chine ou en Europe.

Parfait Wilfried Douniama



CLUB 2002

PARTI POUR L'UNITE ET LA REPUBLIQUE

Récépissé n° 013/07/MISAT/DGAT/DER/SAG du 09 Novembre 2007

Immeuble Caisse Nationale Sécurité Sociale-Appartement 203

SOLIDARITE

TRAVAIL

PROSPERITE

COMMUNIQUE DE PRESSE

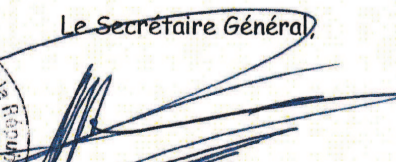
A l'occasion de l'opération de révision spéciale des listes électorales initiée par les pouvoirs publics du 15 janvier au 15 février 2016 et prélude à l'élection présidentielle dont le premier tour est prévu le 20 mars 2016, Le Secrétaire Général du Club 2002 PUR, Monsieur Juste Désiré MONDELE demande avec instance à tous les cadres, militants et sympathisants du Club 2002 PUR et au-delà à tous les congolais en âge de voter à aller consulter les listes électorales affichées dans tous nos quartiers ou villages.

Cette opération, loin de paraître banale, est plutôt capitale pour assurer la victoire dès le 1er tour de notre candidat, le candidat-Président Denis SASSOU N'GUÉSSO, Père de la Nouvelle République.

bans la paix et pour une victoire certaine de notre candidat Président, faisons, nous enrôler.

Club 2002 PUR. «En avant pour une Nouvelle République avec Denis SASSOU NGUÉSSO»

Fait à Brazzaville, le 19 janvier 2016

Le Secrétaire Général,

 Juste Désiré MONDELE

TOGO

Des experts français en séjour à Lomé

A Lomé, la capitale du Togo, des experts français ont échangé avec les membres de la commission de supervision sur le prochain sommet de l'Union africaine (UA) sur la sécurité maritime et le développement en Afrique prévue cette année à Lomé.

C'est le Premier ministre togolais, Sélou Koni Klassou qui a présidé la rencontre, chargée de réfléchir sur l'aspect sécuritaire et le soutien de la France avant et tout le long du sommet. Le vice-amiral d'escadre, Charles Henri de La Faverie du Ché, directeur général adjoint des relations internationales et de la stratégie (DGRIS), a expliqué le bien-fondé de cette réunion : « La rencontre nous a permis de voir comment nous (la France) pouvons modestement apporter notre concours, notre expertise à la préparation de ce sommet. Nous échangeons pour que ce sommet soit un succès pour le Togo et pour l'Union africaine ».

Initialement prévu pour novembre 2015, le sommet sur la sécurité maritime en Afrique se tiendra finalement cette année sans date précise, en raison du retard accusé dans les travaux de rénovation de l'Hôtel 2 Février, chargé d'abriter les assises. Plus de 4.500 invités des cinq continents prendront part à ce sommet qui vise à définir une stratégie commune de lutte contre l'insécurité maritime en Afrique et à promouvoir l'économie bleue marine. L'enjeu final de la rencontre est l'adoption de la charte de Lomé, qui sera soumise après, au Conseil de sécurité de l'Onu.

Noël Ndong

Signature d'un accord de siège entre Lomé et la communauté Sant'Egidio

La communauté Sant'Egidio vient d'obtenir un statut légal qui lui permet de mieux étendre ses actions humanitaires et de préservation de la paix au Togo en particulier et dans la sous-région, a-t-on appris.

Un accord de siège a été signé le 18 janvier entre la communauté Sant'Egidio et l'Etat togolais au ministère des Affaires étrangères, de la coopération, et de l'intégration africaine en présence du ministre de tutelle, le Prof Robert Dussey, et du chef de la délégation de l'Union européenne au Togo, Nicolas Berlanga Martinez. Cet accord renforce et garantit les activités de la communauté au Togo.

Et les signataires s'engagent à intensifier leurs actions en vue d'éradiquer la pauvreté

et assurer le mieux-être des populations togolaises. « Le gouvernement togolais a inscrit l'engagement humanitaire au cœur de ses priorités à travers l'action sociale, la promotion de la femme et de l'alphabétisation. Raison pour laquelle toutes les initiatives qui contribuent à soulager les maux de nos populations sont appréciées et soutenues par les autorités togolaises », a déclaré la secrétaire générale au ministère des Affaires étrangères, Abra Tay. Les responsables de la communauté Sant'Egidio, ont rappelé la qualité des relations d'amitié qu'ils entretiennent avec le Togo, et « l'envie réelle d'accompagner et aider les plus pauvres qui sont les enfants mais aussi les personnes âgées ». « Notre présence est beaucoup plus une amitié avec les plus pauvres qui sont là notamment les enfants

de la rue et ceux qui vivent dans les quartiers difficiles. Nous travaillons également pour le maintien et la consolidation de la paix et de la cohabitation au Togo et dans la sous-région », a déclaré son porte-parole, Roberto Zuccolini.

La communauté de Sant'Egidio est une organisation catholique créée en 1968 à Rome. Elle est active sur plusieurs plans notamment dans la lutte contre la pauvreté dans les villes, l'abolition de la peine de mort, l'éducation dans les quartiers populaires, l'accompagnement des communautés nomades, et la lutte contre le Vih/Sida. Elle œuvre également dans le domaine de la paix et de la solidarité à travers la prévention des crises et conflits par la promotion de la médiation et de la négociation.

N.Nd.

L'Italie solidaire de l'Afrique victime du terrorisme

Un responsable de la diplomatie italienne a fait le déplacement de Ouagadougou après les attentats djihadistes de vendredi passé.

C'est le vice-ministre des Affaires étrangères, Mario Giro, qui est allé exprimer la solidarité de l'Italie au Burkina Faso après les attentats qui ont fait 30 morts vendredi 15 janvier à Ouagadougou. Déposant mercredi une gerbe de fleur devant le café-restaurant Le Capuccino, qui était particulièrement visé par les djihadistes, M. Giro a réaffirmé : « on ne doit pas oublier pour que ça n'arrive plus jamais ». Le Capuccino, haut-lieu de sociabilité dans la capitale burkinabé, était fréquenté par un public cosmopolite

avec une forte présence expatriée.

D'ailleurs parmi les victimes on a compté de nombreux étrangers, dont un enfant italien. Il était le fils du propriétaire italien de l'établissement, absent au moment des faits. « C'est un signe de condoléances, de solidarité et de tristesse pour toutes les victimes. Il y a un enfant italien qui est mort ici. Comme sa mère, sa grand-mère et sa tante, qui étaient ukrainiennes. Il y a eu beaucoup de morts, de beaucoup de nationalités », a dit M. Giro.

A Rome, des officiels ont été unanimes à souligner que « le Burkina a été frappé parce que c'est un exemple de démocratie dans la sous-région et en Afrique et parce que traditionnellement une terre de coha-

bitation entre chrétiens et musulmans. Ces deux choses dérangent ceux qui veulent l'instabilité, la division, la séparation ». Selon l'avis de M. Giro. Sa compatriote d'origine africaine Cécile Kyenge Kashetu a été du même avis : « le choix des terroristes n'est pas le fruit du hasard : c'est une tentative de frapper une jeune démocratie ».

Ancienne ministre italienne de l'Intégration et aujourd'hui députée au Parlement européen à Strasbourg, Mme Cécile Kyenge a précisé être l'une des envoyés de l'Union européenne pour les élections du mois dernier au Burkina Faso. Pour elle, pas de doute : les fondamentalistes ont voulu frapper « un processus de consolidation démocratique », pas autre chose.

Lucien Mpama

CÔTE D'IVOIRE

L'ONU réduit sa présence dans le pays

L'effectif des Casques bleus de la mission de l'ONU en Côte d'Ivoire (Onuci) devra passer de 5,437 à 4,000 soldats d'ici au 31 mars, selon une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU adoptée à l'unanimité, le 20 janvier à New York.

La décision du Conseil de sécurité est motivée par l'amélioration de la situation sécuritaire dans le pays, avec la présidentielle apaisée d'octobre, ont défendu les quinze membres du Conseil. Rapport du secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon est attendu avant fin mars sur l'évolution les recommandations notamment sur le processus de réduction des effectifs. Cependant, Abidjan souhaite que les forces onusiennes déployées dans le pays puissent se retirer totalement avant 2018.

Le Conseil de sécurité a prévenu néanmoins que « la situation en Côte d'Ivoire continue de menacer la paix et la sécurité internationales dans la région, maintenant un régime de sanctions imposé au pays », notamment un embargo sur les armes, malgré les demandes répétées des autorités ivoiriennes. Précédemment, le Conseil avait reconnu que « la sécurité reste stable », mais les actes de banditisme continuent d'être un problème, de même que les « menaces d'attaques terroristes passant par les frontières avec le Mali et le Liberia ».

L'assouplissement de l'embargo sur les armes en 2012, avait permis aux forces de sécurité du pays de s'entraîner. La Côte d'Ivoire a connu une décennie de crise politico-militaire, marquée par une partition du pays entre le Nord aux mains d'une rébellion et le Sud contrôlé par le camp de l'ex-président, Laurent Gbagbo (au pouvoir entre 2000 et 2011).

Fiacre Kombo

FRANCE

Remaniement ministériel imminent?

Alors que le gouvernement de Manuel Valls s'apprête à effectuer un remaniement ministériel, les noms de plusieurs sortants circulent. En revanche, François Hollande aurait du mal à les remplacer.

Le remaniement du gouvernement Manuel Valls semble imminent. Bruno Leroux, chef de file des députés socialistes pense que ce remaniement pourrait intervenir dans les « semaines qui viennent », après le voyage du ministre des Affaires étrangères et du développement international, Laurent Fabius en Inde avec le président François Hollande.

Les partants possibles

Selon certaines rumeurs insistantes, Laurent Fabius sortirait du gouvernement pour prendre la tête du Conseil constitutionnel au début de février ; la ministre du Logement, Sylvia Pinel sortirait également du gouvernement pour la vice-présidence de la région Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées. D'autres ministres sont don-

nés partants, ou changeraient de portefeuille. C'est le cas du ministre des Finances Michel Sapin ; de celui de l'Agriculture, porte-parole du gouvernement Stéphane Le Foll pour s'occuper de la campagne 2017 du président François Hollande ; de la Garde des Sceaux Taubira pour la Culture ? Alors qu'elle devait porter le projet de loi constitutionnelle sur l'extension de la déchéance de nationalité. Christiane Taubira n'a jamais caché son opposition à ce projet de loi. Ainsi, ce serait plutôt le Premier ministre, Manuel Valls qui se chargera de la présentation de cette réforme devant le Parlement, à partir de février.

Le quotidien Le Parisien révélait récemment l'hypothèse d'un gouvernement sans le ministre de l'Economie, Emmanuel Macron, qui pourrait « claquer la porte ». Mais il est difficile de penser le gouvernement de Manuel Valls sans Emmanuel Macron, le ministre le plus populaire.

Les nouveaux arrivants possibles

Le nom de la présidente de la commission des affaires étrangères à l'Assemblée nationale, Elisabeth Guigou, une ancienne ministre de François Hollande, circule pour remplacer Laurent Fabius au Quai d'Orsay. Moins probable, Hubert Védrine, ancien ministre des Affaires étrangères, est également cité au Quai d'Orsay. Pour les autres ministères, tout reste possible.

Le nom de Jean-Jacques Urvoas est évoqué au cas où Christiane Taubira quitterait la Justice, et celui de Jean-Michel Baylet, pour remplacer Sylvia Pinel. Il n'est pas exclu que François Hollande fasse appel aux écologistes, Jean-Vincent Placé, François de Rugy ou Barbara Pompili. Si Michel Sapin venait à quitter les Finances, Emmanuel Macron pourrait se voir confier un « grand Bercy », supputé-t-on.

N.Nd.



A Talangäï, Ambiance à gogo !



Ce sont des moments intenses qu'ont vécu les populations de Talangäï, lors du passage de la caravane Airtel Tour dans l'arrondissement 6.

Du 11 au 16 Janvier dernier, l'esplanade de l'échangeur s'est vue inondée de monde car tous voulaient bénéficier de la présence des agents et brand ambassadeurs de Airtel.

Pendant près d'une semaine, la caravane Airtel Tour a eu pour principales missions :

- Etre un service clients mobile avec au programme : activation et réactivation gratuite de SIM, la configuration des services Internet et Airtel money, l'activation des forfaits Internet et Masolo, l'amélioration du réseau ...
- Promouvoir la musique et la danse à travers les concours «AIRTEL DJ ATALAKU» et «AIRTEL BATTLE DANCE».



Le Samedi 16 Janvier 2016, une ambiance de folie s'est emparée de l'esplanade de l'échangeur. Le public a répondu massivement à l'appel pour soutenir les artistes locaux. C'est aux alentours de 18h30 que le show a réellement débuté avec au programme : des concours de danse du public, des quizz pour gagner des cartes de recharge... Et enfin les deux grands concours tant attendus : celui de DJ Atalaku et Battle Dance auxquels 5 DJs Atalaku et 4 Groupes de danse enregistrés ont pris part devant un public en liesse.

DJ TCHOKOROB AO et **BAD BOY CITY** ont été retenus pour représenter l'arrondissement 6 Talangäï dans la catégorie DJ Atalaku et Battle Dance. Ils s'ajoutent à la liste des finalistes connus de **MFILOU**, **MADIBOU**, **MAKELEKELE**, **DJIRI**, **BACONGO** et **MOUNGALI** qui tenteront de gagner un million de francs CFA lors de la grande finale inter-arrondissement en février 2016 au palais du parlement.

Comme pour les précédentes finales, la fête a été belle et a connu la présence du maître de cérémonie **SCAPUN**, ainsi que des ambassadeurs d'Airtel Tour **DJ KRATOS**, **MAFIA MUSIC** et **B-12** et de bien d'autres artistes de la dite commune.

Le prochain rendez-vous est donc fixé à **OENZE**, du 18 au 23 Janvier 2016 à l'intersection de l'Avenue des Chars et la rue Bagangoulou.

Tous à Ouenzé pour le prochain AIRTEL TOUR !



SÉCURITÉ EN AFRIQUE

Thomas Boni Yayi souligne la nécessité de mutualiser les efforts pour lutter contre le terrorisme

Au cours d'une brève visite à Brazzaville, le président béninois, Thomas Boni Yayi a appelé jeudi à « une mutualisation des efforts communautaires » pour lutter contre le phénomène du terrorisme en Afrique de l'Ouest qui, selon lui, est en train de faire tache d'huile avec les dernières attaques au Burkina Faso.

En provenance du Burkina Faso et de la Côte d'Ivoire, le président Béninois Thomas Boni Yayi a dit avoir exprimé la solidarité des chefs d'Etat de la sous-région au peuple burkinabè après une attaque terroriste à Ouagadougou.

« La lutte contre le terrorisme n'est pas une question uniquement africaine, mais plutôt mondiale. Le Conseil de sécurité de l'ONU, au nom de la communauté internationale

doit s'en occuper. Et comme nous irons bientôt au sommet de l'Union Africaine, nous allons discuter de cette question pour voir comment allons-nous mutualiser nos efforts, nos ressources pour y faire face », a déploré Boni Yayi, après un entretien avec son homologue congolais, Denis Sassou N'Guesso.

En outre, il a invité les Etats africains à mutualiser leurs efforts et ressources notam-

ment les échanges d'informations et de renseignements pour sécuriser l'espace communautaire. Il a insisté sur la nécessité pour ces Etats de se mettre ensemble pour relever le défi sécuritaire, évoquant également la fusillade dans un hôtel luxueux à Ouagadougou qui a fait 30 morts et de nombreux blessés.

En ce début du nouvel an, le président Thomas Boni Yayi a saisi cette opportunité pour transmettre au président

Denis Sassou N'Guesso, les vœux du peuple béninois et ceux de ses collègues de la sous-région. « L'Afrique étant connue par ses traditions et ses propres valeurs, je souhaite à mon cher frère et ami, le président Denis Sassou N'Guesso, une année exceptionnelle 2016 pour lui et sa famille et à tout le peuple congolais », a déclaré le président béninois. Rappelons que le mandat du président Thomas Boni Yayi touche bientôt à sa fin. Il ne lui reste qu'un mois avant de passer le témoin à celui qui sera élu au terme du scrutin

présidentiel de cette année. Sur ce, le chef de l'Etat congolais, Denis Sassou N'Guesso a exprimé sa gratitude en ces termes : « Nous sommes toujours restés très sensibles aux gestes d'amitié et de fraternité du président Boni Yayi. Il vient d'accomplir ses deux mandats, donc, nous sommes fiers du travail accompli pour son pays et pour l'Afrique. Au moment où il va bientôt passer le témoin, nous lui exprimons notre reconnaissance et notre gratitude..... ».

Yvette Reine Nzaba

GABON

La guerre inégale des éco-gardes contre les braconniers d'ivoire

« On cherche des armes, des munitions ». A l'entrée du parc national d'Ivindo, dans le nord-est du Gabon, une poignée d'éco-gardes en tenue paramilitaire traque les braconniers sur la rivière. Sacs de vieux vêtements, boîte d'appâts... chaque recoin de la pirogue du pêcheur est fouillé.

Au cœur du deuxième bassin forestier de la planète après l'Amazonie, cette région sauvage frontalière du Cameroun et du Congo abrite trois parcs nationaux, Minkebe, Ivindo et M'Wagna, où le braconnage d'éléphants a explosé ces dernières années. Environ 14.000 pachydermes ont été abattus en moins de 10 ans dans le seul parc de Minkebe (extrême nord-est), le plus menacé, selon l'Agence nationale des parcs nationaux (Anpn).

C'est du «braconnage industriel», estime Luc Mathot, de l'ONG Conservation Justice, selon lui, «150 à 200 kg d'ivoire» sortent chaque semaine de la réserve, ce qui correspond à environ 15 à 20 éléphants tués.

A cheval sur des frontières poreuses, ce massif dense de 7.000 km² sans routes ni villages, parcouru seulement de rivières, est devenu un repaire de braconniers très difficile à surveiller. Sur une superficie aussi vaste, une guerre inégale oppose des chasseurs à l'armement de plus en plus sophistiqué à une cinquantaine d'éco-gardes escortés par quelques militaires et gendarmes débordés qui patrouillent à pied.

Des pymées comme pisteurs

Rejoindre Minkebe est en soi une aventure : il faut quatre jours de pirogue pour atteindre la base de Lélé, à l'intérieur du parc.

La logistique est un «vrai casse-tête», confesse Claude Angoue, qui y a travaillé pendant 10 ans, énumérant les moteurs cassés des pirogues usées, le manque de nourriture, les moyens de communication radio défectueux ou encore la lenteur des renforts «en cas de problème».

Or les incidents se multiplient depuis des mois. En octobre, une patrouille de l'ANPN est tombée nez-à-nez avec des braconniers qui n'ont pas hésité à faire feu. Pour riposter, les gendarmes sont le plus souvent équipés d'un unique pistolet.

«Notre métier est devenu dangereux. Plus on fait d'arrestations sur le terrain, plus les braconniers viennent armés. Certains ont des carabines de chasse et on voit de plus en plus de kalachnikovs», dit l'éco-garde.

Pour le conservateur du parc de l'Ivindo, Rostand Abaa, la guerre civile qui a ravagé le Congo voisin dans les années 90 explique en partie «la grande circulation d'armes de guerre» dans la région.

Face aux patrouilles conjointes d'éco-gardes congolais et gabonais, les braconniers utilisent des pygmées comme pisteurs.

« Notre mission ne consiste plus seulement à surveiller des gens qui

viennent tuer du gibier, ça devient un problème de sûreté nationale », affirme Rostand Abaa.

Avec 1,8 million d'habitants, le Gabon, qui accueille plus de la moitié des 80.000 éléphants de forêt que compte le continent africain - par opposition aux éléphants de savane - est considéré comme l'un des derniers sanctuaires de la faune. Gorilles, buffles, panthères et autres grands mammifères y ont aussi trouvé refuge. Dans une Afrique centrale secouée de troubles, des populations entières d'éléphants ont déjà été massacrées, comme en février 2012, lorsque des trafiquants venus du Soudan du Sud ont abattu plus de 300 pachydermes dans le parc de Bouba N'Djidda, au Cameroun. En mai 2013, profitant du chaos en Centrafrique, des braconniers en ont tué au moins 26 à Dzanga Bai (sud-ouest).

Crime organisé

Le président gabonais Ali Bongo Ondimba, qui fait la promotion d'un «Gabon vert» et mise sur l'écotourisme, a promis des actions fortes en matière de lutte anti-braconnage.

Avant son arrivée au pouvoir en 2009, il n'y avait quasiment aucune surveillance en la matière. Aussi le président a-t-il accru la présence de gardes dans les 13 parcs du pays. Lors d'une opération coup de poing, un stock de 5 tonnes d'ivoire issu du braconnage avait aussi été brûlé publiquement en 2012. Et à Minkebe, l'Etat a envoyé l'armée en 2011 pour fermer une mine d'or clandestine où

vivaient près de 5.000 personnes, dont des braconniers.

Ce sont des «réseaux criminels organisés» autour des trafics d'or et d'ivoire, estime le procureur de Makokou, Alain-Georges Moukoko. « Il faut des sanctions plus sévères », alors que la peine maximale pour braconnage est de six mois d'emprisonnement, selon lui.

A 80.000 francs CFA (121 euros) le kg d'ivoire, pas de quoi dissuader les braconniers, confesse à l'AFP un trafiquant notoire, qui se dit « repent » après deux séjours en prison. « Plus on monte vers le Cameroun (par où transite généralement l'ivoire braconné, ndr), plus ça vaut cher ! », affirme ce Gabonais surnommé « Barack Obama », qui arbore deux dents de panthère montées sur une chaîne en or.

Une fois en Chine, où s'exporte clandestinement la moitié environ de l'ivoire braconné au Gabon, le prix atteint 1.000 voire 2.000 euros le kg, « la marge est énorme », indique Luc Mathot. Le reste atterrit ailleurs en Asie, en Europe ou aux Etats-Unis. Ces gains faciles ont également généré « toute une chaîne de corruption », des forces de l'ordre aux agents des Eaux et forêts, en passant par la justice, affirme le procureur Moukoko. Des saisies d'ivoire « disparaissent » ainsi régulièrement de tribunaux, comme en avril à Oyem (nord), où 300 kg ont été « volés » sans que personne ne se l'explique.

AFP

FRANCE/CUBA

Raul Castro attendu à Paris le 1^{er} février

L'Elysée a annoncé la visite du président cubain Raul Castro à Paris, le 1er février prochain, à l'invitation de son homologue français François Hollande. Une visite qui marquera « une nouvelle étape dans le renforcement des relations entre les deux pays, après la visite d'Etat du président (français à Cuba) le 10 mai dernier », a indiqué l'Elysée, notant que François Hollande a été « le premier chef d'Etat occidental à se rendre à Cuba depuis plus de 50 ans ».

François Hollande s'était rendu à Cuba, en mai 2015 à l'invitation de Raul Castro. Il y avait également l'ancien président Fidel Castro. Il s'agissait de la première visite d'un chef d'Etat occidental depuis l'annonce du dégel entre Cuba et les Etats-Unis en 2014.

À Cuba, François Hollande avait plaqué pour la levée de l'embargo économique des Etats-Unis. La visite de Raul Castro à Paris marque une nouvelle étape de partenariat entre La Havane et Paris.

Noël Ndong



Assurances et Réassurances du Congo

Une équipe jeune et dynamique à l'écoute de vos besoins

Assurance Incendie	Assurance Santé
Assurance Transport	Assurance Construction
Assurance Multirisque Habitation	Assurance Vieillesse
Assurance Glacière Temporelle	Assurance Voyage
Assurance Responsabilité Civile	Assurance Entreprise

Soyez rassurés avec nos services !!

Agence K19 - Avenue Jean-Paul Sartre - Tél : +242 22 28 12 88 / 11 28 12 88
 Agence P18 - 128 Avenue Yvonne Tziyemba - Tél : +242 22 28 14 83 / 11 28 14 83
 Email : ardc@arcd.com - www.arcd.com

La famine menace 2,5 millions de personnes

Le conflit en cours et l'insécurité qui règne en Centrafrique ont détérioré drastiquement les niveaux de sécurité alimentaire : le nombre de personnes souffrant de la faim a presque doublé en un an, a indiqué le Programme alimentaire mondial (PAM) dans un communiqué.

Pour le directeur adjoint du PAM dans le pays, Guy Adoua, ce sont la guerre civile et l'insécurité qui ont conduit à cette situation de crise alimentaire. « Trois années de crise ont conduit les familles à épuiser graduellement toutes leurs ressources, alors que l'insécurité et les déplacements perdurent. Les familles ont été forcées si souvent de vendre ce qu'ils possèdent, retirer leurs enfants de l'école, même recourir à la mendicité, qu'elles ont épuisé toutes leurs ressources. Les gens se retrouvent sans rien », a-t-il déclaré. « Le PAM est extrêmement préoccupé par ces niveaux alarmants de faim. Non seulement les gens n'ont pas suffisamment de nourriture pour manger, mais ils sont aussi obligés de consommer de la nourriture à bas prix et à faible teneur en éléments nutritifs, ce qui n'est pas suffisant pour couvrir leurs besoins nutritionnels » a ajouté Guy Adoua.

D'après une récente évaluation de la sécurité alimentaire en situation d'urgence, menée par le PAM et ses partenaires, une personne sur six en RCA souffre d'insécurité alimentaire sévère ou extrême et ne sait pas d'où

viendra son prochain repas, tandis que plus de 35% de la population souffre d'insécurité alimentaire modérée.

« Le PAM nécessite un soutien urgent afin de continuer à fournir une assistance alimentaire et nutritionnelle aux personnes déplacées et aux communautés vulnérables, ainsi que pour soutenir les efforts de la population à se reconstruire, dans la mesure du possible », souligne le communiqué. « Un montant de 41 millions de dollars est nécessaire pour que le PAM puisse répondre aux besoins urgents jusqu'à la fin du mois de juin en RCA et dans les pays voisins accueillant des réfugiés centrafricains. Actuellement, le PAM est seulement financé à hauteur de 45% », poursuit la source.

Le rapport de l'agence onusienne montre que la récolte de 2014-2015 en Centrafrique était maigre et que les prix des denrées alimentaires restent élevés. « Les agriculteurs n'ont pas été capables de cultiver leurs champs en raison de l'insécurité. Des centaines de milliers de personnes ont été obligées de fuir leurs maisons et d'abandonner leurs

champs et leurs moyens de subsistance », précise le texte.

La situation s'est aggravée du fait des affrontements violents qui ont éclaté en septembre 2015 et qui ont provoqué de nouveaux déplacements. Près d'un million de personnes sont toujours déplacées en RCA ou à la recherche d'un refuge dans les pays voisins.

Devant ce sombre tableau, le rapport recommande de poursuivre l'assistance alimentaire d'urgence pour les familles déplacées et retournées et l'assistance alimentaire et technique pour rétablir les moyens productifs des agriculteurs. Il recommande aussi la création de filets de sécurité par le biais de programmes tels que le programme de cantines scolaires et le soutien à la réhabilitation des infrastructures à travers des activités « vivres contre travail ».

« Nous devons continuer d'aider les personnes les plus vulnérables à survivre, mais nous devons aussi nous concentrer sur l'ensemble de la population pour que la population en RCA puisse reprendre ses forces et rétablir sa résilience », a plaidé Guy Adoua. En décembre 2015, le PAM a aidé près de 400000 personnes à travers des distributions générales de nourriture, des transferts monétaires en espèces, un soutien nutritionnel, des repas scolaires et des activités « vivres contre travail ».

Nestor N'Gampoula

280 millions d'euros pour la reconstruction du pays

Ce montant a été promis lors de la Conférence des donateurs sur la République centrafricaine tenue mardi à Bruxelles, en Belgique. Une somme qui sera consacrée à la reconstruction du pays dévasté par la guerre civile.

Sur le total des promesses de financements, l'Union européenne s'est révélée premier bailleur de fonds avec 72 millions d'euros. Ces fonds promis par les différents bailleurs seront cogérés par l'Union européenne, la France et l'Allemagne. Et le « Fonds Békou » qui sera alimenté à partir des financements promis va servir à des actions dans le domaine de la sécurité alimentaire, de la réhabilitation urbaine, de la santé, de secours aux réfugiés du Cameroun et pour la relance économique. Cette aide servira aussi à financer les élections prévues pour le 31 janvier.

Malgré cette enveloppe colossale, les besoins financiers du pays ne seront pas tous couverts tant ils sont énormes. En effet, selon le Bureau de la Coordination des Affaires humanitaires de l'ONU, dans le seul domaine humanitaire, à peine 21% des besoins estimés à 613 millions de dollars sont couverts. D'ailleurs l'écart entre les financements et les besoins, de plusieurs centaines de millions d'euros, va donc se réduire mais pas complètement. Malgré cela, la somme promise constitue un pas en avant puisque la conférence de Bruxelles avait pour but de relancer la mobilisation des bailleurs de fonds qui trainent les pas à concrétiser leurs promesses.

S'exprimant lors d'une conférence de presse à l'issue de la rencontre des donateurs, la présidente de transition, Catherine Samba-Panza, a apprécié cette aide, ajoutant que la rencontre de Bruxelles était « nécessaire ». De son côté, la ministre française de la coopération, Annick Girardin, a tenu à rappeler qu'il manquait jusqu'ici quelque 20 millions d'Euros pour financer les élections en RCA.

N.N'G.

AVIS DE VENTE AUX ENCHERES

N° 001/2016-ADM/CGC

La Représentation du PAM au Congo porte à la connaissance du public qu'elle vend aux enchères le véhicule Toyota Land Cruiser Station Wagon, année 2007 sous douane, Km 85473 en panne.

Le matériel peut être visité au bureau PAM sis Derrière le CCF du Lundi au Vendredi de 13h00 à -17h00. Les enchères commencent à 1.200.000 FCFA. Seule l'offre la plus élevée sera retenue.

Les enveloppes fermées, libellées « Vente aux Enchères 001/2016-ADM/CGCO » sont adressées à Monsieur le Représentant du PAM au Congo. La date limite de dépôt de soumissions : 29 Janvier 2016 à 17h00. L'adjudicataire retenu sera contacté pour paiement comptant et devra produire la preuve de dédouanement avant enlèvement du véhicule, dans un délai d'une semaine à compter de sa notification. Dans le cas contraire, le second plus offrant sera automatiquement recevable. La vente se fait « en l'état » et aucune réclamation ne sera acceptée après enlèvement.

Fait à Brazzaville, 18 janvier 2016

IN MEMORIAM



Jeanne Rose EPELET

(21 Janvier 2010-21 Janvier 2016)

Voici déjà six (6) ans, maman Jeanne Rose EPELET que tu étais arrachée à notre affections. Ton souvenir demeure impérissable. Mais l'espérance que tu reposes en paix dans la maison du Père céleste est si forte qu'elle demeure la source intarissable de notre réconfort permanent.

En cette date commémorative, LALA AKOSSA, les enfants, tous ceux qui te sont chers, tous ceux qui t'ont connue et aimée ont une pensée pieuse pour ta mémoire.

Maman Jeanne Rose, nous ne t'oublierons jamais et ne cessons de te témoigner notre profonde affection.

Les enfants Gakouolo, le lieutenant commissaire Rick Gakouolo, le Sergent chef Jessen Bouesse Gakouolo, Larissa Gilma Gakouolo, Helga Gakouolo, le colonel Ngassiele Daniel ;

La famille Tsimba, la famille Mouko à Sibiti ont la profonde douleur d'annoncer aux parents, amis et connaissances, le décès inopiné de leur mère, tante, sœur et fille, la veuve Gakouolo née Matsanga Margueritte Cladette, agent du ministère de l'enseignement technique et professionnel // Décès survenu à l'hôpital Central des Armées Pierre Mobengo, ce dimanche 17 janvier 2016 à 16h précise //

La veillée funèbre se tient dans la rue Bakouélé N°1 au quartier ASECNA au plateau des 15 ans, en face de l'église Eckankar (non loin du pavillon présidentiel à côté de la société ASPERBAS) à Brazzaville.

La date de l'inhumation vous sera communiquée ultérieurement.

NÉCROLOGIE

Philippe Kimpala, Dr André Bahama, Daniel Malonga "Arada", Thérèse Nkoussou, Clarisse Peleka, Les enfants Lenga et toute la famille Kitouma, ont la profonde douleur d'annoncer aux amis et connaissances, le décès de leur grand-père, oncle et père, André Lenga. Décès survenu le 19 janvier 2016 à Brazzaville.

La veillée mortuaire à lieu au n°77, rue Nkouka Batéké (réf. Berden en allant vers Mpissa) à Bacongo.

Le lieu et la date de l'inhumation vous sera communiqué.

La famille Kitouma



SÉNÉGAL

Un salon international sur la cybercriminalité à partir du 15 mars à Dakar

Un salon international de deux jours sur la cybercriminalité se tiendra à Dakar à partir du 15 mars prochain, ont annoncé ses promoteurs au cours d'une conférence de presse mardi.

Les objectifs de cet atelier sont, selon les organisateurs, « d'échanger sur les problématiques stratégiques et opérationnelles de sécurité et de confiance numérique, de partager les bonnes pratiques et les retours d'expérience, de valoriser les expertises des acteurs et d'appréhender les enjeux face aux nouveaux risques liés à la transformation numérique ».

Le salon vise aussi à inciter l'ensemble des décideurs à porter le combat de la sécurité des systèmes d'information et à faire des propositions concrètes aux États,

a expliqué Sidy Mactar Aidara, fondateur des SecurityDays et un des organisateurs,

« Avec un taux de croissance

d'un milliard de personnes, l'Afrique représente le nouvel éldorado du monde numérique », a relevé le lieutenant de

« Avec un taux de croissance du secteur des TIC (Technologies de l'information et de la communication) de l'ordre de 30% sur un marché de plus d'un milliard de personnes, l'Afrique représente le nouvel éldorado du monde numérique »

du secteur des TIC (Technologies de l'information et de la communication) de l'ordre de 30% sur un marché de plus

vaisseau Julien Dechanet, officier de sécurité des systèmes d'information (OSSI) des éléments français au Sénégal.

Or, a-t-il ajouté, « la surface d'attaque augmentant, les cybercriminels élargissent leur champ d'action. La cybercriminalité en Afrique est organisée et bien enracinée. Désormais, l'Afrique n'est plus le théâtre des seuls cybercriminels mais aussi de cyberhacktivistes et des hackers ».

Pour sa part, le directeur général du Cabinet international de conseil en stratégie et management des risques (CEIS), Guillaume Tissier, a estimé que la transformation numérique constitue une « opportunité sans équivalence de la croissance à long terme pour le continent africain ».

« Elle peut être vue à la fois comme un vecteur de nouveaux services à destination des citoyens comme des consommateurs ou des entreprises, mais favorise également l'émergence de nouveaux risques qu'il faut savoir anticiper. Promouvoir une vision et une réponse commune face à des menaces en constante évolution est un défi majeur », a ajouté Tissier.

Cette rencontre qui sera dirigée par le président de la République du Sénégal Macky Sall, va accueillir, d'après les organisateurs, de « hautes » autorités africaines ainsi que des délégations officielles internationales.

Xinhua



Le Metatron cible Lifouramba, roi des anges de la musique congolaise, a mis sur le marché du disque depuis le 15 décembre 2015, son premier album en solo, intitulé Deuxième monde. Dans cet opus de treize titres, Kévin Mbouandé Mbenga, lance une nouvelle danse : « matakariiser tout le monde » (jargon musical). Dans une interview exclusive accordée aux Dépêches de Brazzaville, l'artiste dresse le bilan de l'année 2015 de son orchestre Patrouille des stars et aborde le contenu de Deuxième monde, tout en fixant les mélomanes sur le programme de son groupe.

Dépêches de Brazzaville : L'année 2015 a cédé le témoin à 2016, quel a été le bilan du groupe Patrouille des stars ?

Kévin Mbouandé Mbenga :

Je tiens d'abord à souhaiter une bonne année 2016 à tout le monde en général et aux artistes et chroniqueurs en particulier. Le bilan de l'année 2015 de Patrouille des stars est positif. Cependant, il est difficile de dire que tout a été en rose à 100%. Me concernant, j'ai connu courant 2015, des difficultés sanitaires, heureu-

sement pour moi, les choses se sont plutôt bien passées. L'orchestre Patrouille des stars a livré plusieurs concerts et participé à des grands événements tels que le Festival panafricain de musique (Fespam). Nous avons célébré aussi le double anniversaire à savoir : les 17 ans de Patrouille des stars et les 30 ans de la maison Dénidé productions. Le couronnement de tout cela, a été la sortie de l'album Deuxième monde, le 15 décembre 2015 à 15h15. C'est cet album qui nous a fait rentrer de plain-pied en 2016.

MUSIQUE

Kévin Mbouandé Mbenga parle de son nouvel album sur le marché

D.B : Pourquoi avoir intitulé votre album Deuxième monde et combien de titres compte-t-il ?

K.M.M. [Rire] Deuxième monde, c'est le monde imaginaire de Lifouramba (surnom de l'artiste). J'ai créé mon monde imaginaire où règnent la paix, l'amour, la sainteté, la bonté, la gloire ; un monde où la sorcellerie comportementale et l'agressivité sont bannies. L'album « Deuxième monde » compte treize titres. Il s'agit de : Deuxième monde, Matakara, Football, Soupou ya mama, Yo na nani, Mon amour, Nasuki awa, Pasi, Vrai vrai, Deuxième monde (intro), Mokanda, Pardonner, Ozokisi nga. Trois de ces treize titres sont vendus en ligne, une manière d'internationaliser la vente de cet opus. Il s'agit de : Mokanda, Pardonner et Deuxième monde. Les dix autres titres sont sur CD et vidéos. Le coffret CD et DVD, est disponible déjà. C'est du professionnalisme.

D.B : Quelle est la particularité de votre nouvel opus par rapport aux six précédents de Patrouille des stars ?

K.M.M. La particularité, c'est que le Metatron cible Lifouramba que je suis, a donné le mot d'ordre afin que tout le monde soit « matakariisé ». Cela s'est fait déjà. L'album Deuxième monde a matakariisé tout le monde, les artistes musiciens y compris, la presse, bref, le

pays tout entier est matakariisé. C'est quoi la matakariisation ? La matakariisation c'est la joie, la gaieté, l'ambiance ; c'est donner tout ce qui est de bien à l'autre. Mais que les gens ne l'interprètent pas dans le sens érotique tel que cela se dit déjà dans la rue. Nous avons décidé de Matakariiser les autres dans un monde plein d'amour et de solidarité.

D.B : C'est bien de mettre un produit sur le marché du disque, mais quelle est votre politique promotionnelle ?

K.M.M. La présentation officielle de l'album aura lieu, le 14 février 2016, au Palais des congrès à partir de 19h. Nous irons aussi dans l'hinterland du pays (Pointe-Noire, Dolisie, Mouyondzi, Sibiti, Kinkala, Oyo, Djambala, Lékana, Oueso...). Ces concerts auront lieu en salles, mais s'il ya des sponsors, nous pourrions livrer aussi des concerts en plein-air.

D.B : Vous êtes toujours produit par la maison Dénidé, mais pour cet album, votre choix a porté sur Bébert Etou prod ; que s'est-il passé ?

K.M.M. Rien ne s'est passé. Dénidé productions demeure mon grand. Il s'est trouvé seulement que pour cet album, Dénidé n'a pas eu le temps, parce qu'il est très préoccupé par la maison « Edith corporation » qu'il construit.

DB. Cela veut dire que désor-

mais c'est Bébert Etou prod ?

K.M.M. [Hésitation] ... Pour l'instant oui, car on est en train de travailler avec lui, et nous comptons d'ailleurs faire un long chemin. Parce qu'en dépit du fait qu'il est le producteur de cet album, il est aussi mon manager.

D.B : Etes-vous d'avis avec les mélomanes qui pensent que les génériques de la musique congolaise n'ont tous dorénavant que le même cachet ?

K.M.M. Non ! Tenez, la guitare que docteur Cousto gratte n'est pas la même que gratte Rogga-Roga, Sonor digital, Durhel Loemba ou Bondo Mania... Chacun d'eux gratte la guitare à sa manière. Cependant, les mélomanes doivent savoir qu'il y a un vent qui plane sur le monde musical et qui exige que tous, nous le suivions mais différemment. Je trouve que c'est normal.

D.B : Quel est le programme du groupe Patrouille des stars ?

K.M.M. Le programme commence, le 14 février au palais des Congrès, le 8 mars nous présenterons l'album à Pointe-Noire et le 12 mars à Dolisie. Après nous irons dans d'autres départements avant de viser l'international. Que le public continu à acheter l'album Deuxième monde, pour un partage réciproque.

Propos recueillis par Bruno Okokana

VIE DES PARTIS

Les cadres du Péco et de la Févac outillés pour affronter les élections

La formation politique a organisé le séminaire à Kinshasa sous le haut patronage de la Fédération des écologistes et verts d'Afrique centrale (Févac).

Les deux jours des travaux organisés du 19 au 20 juin par le Parti écologique congolais (Péco), dans la salle de l'hôtel King size, à Barumbu, ont permis aux quatre orateurs invités de développer deux principales thématiques. Il s'agit de la « Démocratie et l'écologie », et « Les élections et la campagne électorale ».

Pour le président national du Péco et président en exercice de la Févac, le député national Didace Pembe Bokiaga, l'objectif de ce séminaire était de conscientiser les membres du Péco et les écologistes de l'Afrique centrale en particulier et de toute l'Afrique en général sur l'importance des thèmes abordés. Il s'est agi, selon l'honorable Didace Pembe, « d'établir le lien qui existe entre la démocratie et l'écologie, de savoir ce qu'est la campagne électo-

rale, les mécanismes à mettre en place pour ne pas tomber dans une logique floue et ce que l'on doit faire, pour ne pas être trompé par les vendeurs d'illusions ». Lors de ces travaux et devant la centaine de participants venus de Kinshasa, du Congo-Brazzaville et du Tchad, le Pr Kalulu a développé sur le rapport entre la démocratie et l'écologie, les Prs Kokoniangi et Émile Ngoy ont, eux, tablé sur les élections et la campagne électorale.

Des travaux enrichissants

Les échanges qui ont sanctionné chaque exposé ont démontré de la qualité des participants ainsi que de l'intérêt porté à ce séminaire. Au-delà de la compréhension des thématiques retenues, en effet, ce séminaire a également visé de former des formateurs qui, selon le président national du Péco, vont répercuter les acquis de ces travaux auprès de la base avec laquelle ils sont au contact. C'est donc cette visée et celle liée à la volonté de conquérir le pouvoir, de l'exercer et de le conser-

ver le plus longtemps possible qui ont justifié le choix des participants.

« Nous, les écologistes, nous sommes prêts pour les élections. Nous sommes de pacifistes mais nous pensons que trouver des solutions ensemble, c'est ce qui fera que nous soyons en paix », a noté Didace Pembe, qui a salué les apports de différents orateurs dans l'arsenal de sa formation politique et des autres Verts d'Afrique, pour le développement durable des différents pays concernés et de toute l'Afrique. Pour le Vice-président de la Févac, le tchadien Badono Daïgou, ce séminaire a été très important pour les membres et cadres du Péco et de l'organisation sous-régionale, la Févac, parce qu'il a permis de discuter et d'approcher les problématiques posées. Alors que le président des Verts du Congo-Brazza,



Remise de brevet de participation par le député Didace Pembe Photo Adiac

Manzengue Younous, a noté que ce séminaire a permis de sensibiliser l'opinion, les militants et les sympathisants du Péco sur « la quintessence même de ce que l'on appelle l'écologie politique, qui est le centre de tous les débats à travers le monde sur l'homme et son environnement ». Ces énièmes travaux organisés par le Péco à Kinshasa au pro-

fit de ses membres et des Verts d'Afrique centrale ont été clôturés par la remise des diplômes aux participants. Ce document, a souligné le président du Péco et de la Févac, Didace Pembe, a un caractère national mais aussi international, parce qu'il a été contresigné par les dirigeants de la Févac.

Lucien Dianzenza

RAPPROCHEMENT DES «MONTAGNES POLITIQUES»

Théodore Mugalu évoque la prière comme le moyen le plus efficace

Intervenant sur les antennes de la Radiotélévision congolaise nationale (Rtnc) lors de l'émission «Questions d'actualités», le chef de la maison civile du chef de l'État, l'ambassadeur Théodore Mugalu, a exhorté les Congolais à la prière qu'il considère comme le moyen efficace pour rapprocher les différentes tendances politiques au moment où le pays va au dialogue avant l'organisation des élections.

L'appel tiré du thème « Prions pour réveiller la bible du cœur et rapprocher les montagnes politiques » tombe à pic, a-t-il indiqué. Car face à ce tournant décisif de la tenue du dialogue inclusif devant baliser le chemin aux élections, le pasteur Théodore Mugalu appelle la nation tout entière à réveiller la bible spirituelle dans chaque être -Dieu ayant doté l'âme humaine de la pensée d'éternité pour faciliter le rapprochement des montagnes politiques. Surtout en cette période où la République démocratique du Congo négocie une passe importante de son histoire. À cet effet, il invite les Congolais à puiser dans les vertus bibliques pendant cette traversée. À l'image du Christ, qui, au moment du dialogue avec le serpent, a refusé de réfléchir comme la femme séduite par le diable, le pasteur T. Mugalu, pense que les Congolais doivent aussi refuser les pensées du serpent. Coupant court à la polémique inutilement entretenue autour de l'incident protocolaire au mausolée, le 16 janvier, l'ambassadeur demande aux Congolais d'apprendre à sublimer les



Le pasteur ambassadeur Théodore Mugalu, chef de la maison civile du chef de l'État

faits et gestes de leurs dirigeants. Il pense donc que la commémoration de ce douloureux événement annonce le dialogue pré-scientifique, au regard du rapprochement que cette circonstance a provoqué entre d'une part la montagne spirituelle du pays, Laurent cardinal Monsengwo et, d'autre part, la montagne politique qu'est le chef de l'État. « Il faut surtout admirer la beauté du geste du cardinal Laurent qui, après avoir célébré la messe de suffrage en mémoire du héros L-D Kabila, a quitté son archevêché pour se diriger, en compagnie de la première dame Marie Olive Lembe Kabila, vers le mausolée pour s'incliner devant la mémoire du héros à l'honneur ce jour-là », a lâché l'ambassadeur T. Mugalu, visiblement détendu.

La prière pour le dialogue

Évoquant le dialogue proprement dit, le pasteur est d'avis que les

Congolais vont y participer par couple, entre l'idéal politique de la gauche et celui de la droite, un peu à l'image du tableau de l'Arche de Noé afin de débattre autour des idées, des projets de société et non autour des personnes ou regroupements politiques. Et pour arriver à ce débat démocratique lors de cette rencontre nationale, le chef de la maison du chef de l'État présente la prière comme socle. Seule la prière pourra rappro-

cher les montagnes politiques à la manière des disciples de Jésus. Et donc, à tous ceux qui ont la bible, le pasteur Mugalu les invite à s'agenouiller pour combler la vallée de paix, permettre le rapprochement des montagnes politiques et traverser les turbulences de ces derniers temps. Enfin, le chef de la maison civile du chef de l'État a souhaité que le cardinal Malula et Simon Kimbangu qu'il présente comme le couple spirituel et pré-scientifique soient élevés à la dignité de héros nationaux pour faire équilibre au couple politique Mzee Kabila et Patrice-Émery Lumumba. Cette intervention du chef de la maison civile du chef de l'État arrive alors que la RDC vient de célébrer, le 16 et 17 janvier, le double assassinat de ses deux héros, à savoir Patrice-Émery Lumumba et Mzee Laurent-Désiré Kabila.

Martin Engimo

MINES

Glencore Xstrata invité à s'expliquer sur les contrats en RDC

Réunis pour la première assemblée générale après la fusion entre Glencore International, négociant en matières premières, et Xstrata, groupe minier, les actionnaires du nouveau groupe Glencore Xstrata ont pris des décisions importantes dont la non-réélection du président du conseil d'administration, sir John Bond, et trois autres administrateurs, tous issus de Xstrata. Le cas des contrats miniers conclus entre la RDC et le groupe a fait également l'objet d'une attention particulière surtout avec la pression actuelle exercée par l'ONG Global Witness pour une enquête sur la transparence de la transaction.

Selon les informations en notre possession, l'ONG spécialisée dans la lutte anti-corruption, Global Witness, a demandé au CEO de la compagnie, Ivan Glasenberg, d'accepter une enquête indépendante sur les transactions qui ont permis l'obtention des licences minières de Kansuki et de Mutanda en RDC. Il s'agit, a rappelé l'ONG, des contrats qui ont fait l'objet d'une dénonciation de l'Africa progress panel de Kofi Annan. Réagissant à cette requête, Ivan Glasenberg a parlé de non-événement, d'autant plus que les transactions incriminées ont bien fait l'objet d'une enquête indépendante. «Global Witness a passé beaucoup de temps dans nos locaux afin d'essayer de comprendre comment nous avons acquis nos actifs en RDC. Ils ont pu passer en revue nos transactions. Alors oui, nous avons été l'objet d'une telle enquête indépendante».

À en croire les éléments avancés par Africa progress panel, il s'agirait des actifs cédés pour le sixième de leur valeur commerciale sur le marché. Le manque à gagner serait de l'ordre de 1,36 milliard de dollars américains. Il y a aussi le cas de trois mines obtenues par la société minière Eurasian natural resources corp de Dan Gertler. Une enquête serait également en cours. Elle est diligentée par le Serious fraud office britannique qui s'intéresserait de très près à la transaction qualifiée également de douteuse. Dans ce cas aussi, Glencore est cité. Comme s'en est défendu Ivan Glasenberg, Glencore est entré plus tard dans les sociétés concernées pour réaliser d'importants investissements estimés à trois milliards de dollars américains.

Laurent Essolomwa

DROITS DE L'ENFANT

Les journalistes formés sur les techniques de plaidoyer

La formation appuyée par l'Unicef et le réseau des journalistes amis de l'enfant (RJAE) s'est tenue du 20 au 21 janvier dans la salle polyvalente Marie-Ange-Lukiana du ministère du Genre, de la Famille et de l'Enfant se veut un cadre de renforcement des capacités des journalistes qui s'intéressent aux questions de l'enfant liées au respect de leurs droits.

La formation s'est fixé un double objectif. Le premier consiste au renforcement des capacités des membres du RJAE sur les droits de l'enfant et les programmes sectoriels de la coopération RDC-Unicef. Le second objectif vise à sceller un partenariat pour la promotion des droits de l'enfant. Au terme de cette formation participative, il sera question d'avoir une masse critique des journalistes formés sur les droits et les techniques de plaidoyer.

La coordinatrice nationale du RJAE, Bibiche Mwika, qui a ouvert cette formation a fait savoir que la science et la technologie

connaissent une évolution fulgurante des dernières décennies. Ceux qui ne s'adaptent pas à cette évolution, fait-elle remarquer, restent à la traîne et risquent de disparaître. « *il y a donc nécessité de se remettre à niveau de façon permanente. C'est dans ce cadre que cette session de formation est organisée au profit des membres du RJAE* », a déclaré Bibiche Mwika qui a exhorté les participants « *à saisir cette opportunité de remise à niveau en preuve d'assiduité et de ponctualité* ».

De son côté, le délégué du représentant de l'Unicef, Ives Willemot, a souligné l'importance de cette formation. « *Cet atelier est important pour l'Unicef qui appuie le gouvernement dans la mise en œuvre du programme visant la promotion de droits de l'enfant et le RJAE œuvre dans ce sens. c'est la raison pour laquelle l'Unicef a accepté d'appuyer cette formation qui va dans la droite ligne de son mandat. c'est atelier est encore important dans la mesure où il vous donnera des ou-*

tils nécessaires pour bien faire votre travail de journaliste», a-t-il dit.

Au cours de cet atelier, les journalistes ont pu s'imprégner des deux documents importants qui prônent les droits de l'enfant. Il s'agit au niveau mondial, de la convention relative des droits de l'enfant que la RDC a ratifié et au niveau national, de la loi portant protection des droits de l'enfant promulguée par le chef de l'État le 10 janvier 2009.

La chargée de communication de l'Unicef, Sylvie Sona, après avoir projeté une vidéo expliquant les différents axes d'intervention de l'Unicef conformément à son mandat a rappelé aux participants que l'Unicef a vu le jour en 1946 et œuvre en RDC depuis 1963. L'Unicef vient en appui au gouvernement congolais à travers un programme de coopération renouvelable chaque cinq ans. Ce programme table sur cinq composantes, à savoir la survie, la protection, l'éducation, l'environnement favorable et l'urgence.

Aline Nzuzi

DISPARITION

M^e Gérard Kamanda wa Kamanda a tiré sa révérence

Ancien ministre des Affaires étrangères de la RDC, à l'époque Zaïre, dans les années 80 et 90, Gérard Kamanda wa Kamanda vient de quitter la terre des hommes.



M^e Gérard Kamanda

L'irréparable s'est produit dans la nuit de mercredi à jeudi 21 janvier dans une formation médicale de Kinshasa où il était admis depuis plus de trois semaines pour des soins de santé. Le dernier poste qu'il a eu à occuper était celui du ministre de la Recherche

scientifique dans le gouvernement de transition issu des accords de Sun City en Afrique du Sud. Très connu dans les milieux intellectuels, Gérard Kamanda avait occupé des hautes fonctions tant au pays qu'au niveau de l'OUA où il fut secrétaire général adjoint.

Depuis lors, on ne l'a plus vu à l'avant-plan de la scène politique nationale. Son décès sonne comme une grande perte pour la République au regard de la personnalité du défunt qui a su défendre les intérêts du pays notamment au sein de l'Union africaine. « *Partout il a été, Gérard Kamanda s'est montré profondément impliqué dans toute action qui pouvait contribuer à l'image du pays* », commente le sénateur Ramazani Baya. Beaucoup au sein de la classe politique congolaise saluent les qualités d'un homme d'une grande simplicité et d'une grande ouverture d'esprit. Né en 1940, Gérard Kamanda wa Kamanda a été ministre des Affaires étrangères de l'ex-Zaïre à trois reprises en 1983, 1995, 1996 et 1997.

Alain Diasso

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

La nomination de nouveaux recteurs d'universités fait jaser

L'Association des professeurs de l'Université de Kinshasa (Apukin) conteste la nomination, par le ministre de l'Enseignement supérieur et universitaire, de nouveaux dirigeants au sein des comités des gestions de certains établissements supérieurs et universités.

Les dernières mises en place opérées par le ministre de l'Enseignement supérieur et universitaire, Théophile Mbemba, au niveau de la direction de l'Université de Kinshasa et de quelques instituts supérieurs de la place continuent à soulever des vagues. Ces arrêtés ministériels nommant de nouveaux recteurs au sein des différents établissements d'enseignement supérieur sont loin de recueillir l'assentiment général au regard des contestations qu'ils suscitent. Le coup de gueule est venu des professeurs de l'Université de Kinshasa réunis au sein de l'Apukin qui ont remis en cause lesdits arrêtés estimant qu'ils violaient les dispositions légales en la matière.

Dans une déclaration faite le 19 janvier au terme de leur assemblée générale, ces professeurs d'université ont indiqué que le ministre Théophile Mbemba n'était pas compétent pour nommer le recteur d'une université au regard de l'article 153 de la loi-cadre n°14/004 du 11 février 2014 de l'enseignement national. Cette disposition énonce que le président et le vice-président du Conseil d'administration ainsi que le recteur et le directeur général des établissements publics sont élus par leurs pairs en tenant compte de la parité. Ils sont investis par l'ordonnance du président de la République.

D'autres autorités académiques à l'instar du secrétaire général académique et de l'administrateur du budget sont, quant à eux, nommés par le ministre ayant l'enseignement supérieur et universitaire dans ses attributions. Leur mandat est de quatre ans renouvelable une fois. Ces dispositions de la loi-cadre de l'enseignement national auraient, de l'avis de l'Apukin, été foulées au pied par le ministre notamment à l'Unikin, à l'Institut facultaires des sciences de l'information et de la communication et à l'Institut supérieur pédagogique où ont été placés de nouveaux recteurs.

A.D.

CHAN RWANDA 2016

La RDC bat l'Angola et accède en quarts de finale

Les Léopards locaux de la RDC se qualifient pour les quarts de finale de la quatrième édition du Championnat d'Afrique des nations (Chan) qui se déroule au Rwanda.

Après la nette victoire de trois buts à zéro sur les Walyas d'Éthiopie en première journée du groupe B, les joueurs de Florent Ibenge ont battu, le 21 janvier, au Huye stadium de Butare les Palancas Negras d'Angola par quatre buts à deux, en deuxième journée. Un succès synonyme de qualification pour le prochain tour de la compétition, avant même la fin de la phase des groupes.

Les Léopards locaux assurent leur qualification dès la première période, en menant au score par trois buts à zéro. C'est sans doute le résultat d'un petit réajustement du sélectionneur Florent Ibenge et son adjoint Mwinzi Zahera et les deux autres techniciens du staff technique national, Raoul Jean-Pierre Shungu et Papy Kimoto. En effet, on note un changement dans le onze de départ par rapport au premier match. Ainsi, Matampi Vumi Ley garde naturellement les perches RD-congolaises, avec devant lui la même défense composée de Junior Baumetu à droite, Joyce Lomalisa à gauche, Padou Bompunga et Joël Kimwaki dans l'axe. Florent Ibenge aligne curieusement trois joueurs à vocation défensive au milieu de terrain, notamment la première titularisation de Yannick Bangala Litombo (Daring Club Motema Pembe), qui visiblement a pris la place de Guy Lusadis, à côté de Nelson Munganga dans l'axe et de Merveille Bope. La ligne d'attaque ne bouge pas, avec Héritier Luvum-



Les Léopards locaux célèbrent le but de Bope contre l'Angola à Huye Stadium de Butare -Chan 2016

bu Nzinga sur le côté droit, Jonathan Bolingi Mpangi dans l'axe et Meschak Elia à gauche. C'est Nelson Munganga qui ouvre la marque dès la 8e minute, dans un cafouillage. Meschak Elia double la mise à la 18e minute, effaçant défenseur angolais après une passe en chandelle de Bolingi Mpangi, avant de battre le gardien de but Landu des Palancas Negras. C'est son deuxième but dans la compétition, étant déjà buteur en première journée contre l'Éthiopie.

Le troisième but à la 38e minute est l'œuvre de Jonathan Bolingi, essuélé dans la surface de réparation, il réussit le crochet sur son adversaire direct, avant de décocher une frappe dont le rebond trombe le gardien de but Landu. Les Léopards sont outrageusement dominants en cette première période, se procurant plusieurs occasions de but. L'entente est quasi parfaite au milieu de terrain qui exerce un pressing soutenu sur tout porteur angolais du ballon, empêchant de ce fait les Palancas Negras de déployer leur jeu et initiant surtout les offensives dans les couloirs droits

et gauche.

Mais en deuxième période, les Léopards locaux laissent un peu la direction du jeu aux Angolais, se contentant de procéder à des contre-attaques. C'est ainsi qu'ils encaissent par Gelson qui résiste à Bompunga avant de battre le gardien de but Matampi à la 76e minute pour la réduction du score. Mais la défense angolaise laisse des espaces à force de se projeter trop dans le camp RD-congolais. Et sur une contre-attaque à la 81e minute, le milieu de terrain Merveille Bope inscrit le quatrième but; il reprend de la tête un centre de Meschak Elia. Mais deux minutes, plus tard, c'est à la défense de la RDC d'être prise au piège d'une contre-attaque. La balle de Yano est détournée dans ses propres buts par Joël Kimwaki. À la fin, quatre buts à deux pour les Léopards qui comptent tranquillement leur ticket pour les quarts de finale de ce quatrième Chan. Toutefois, les Léopards locaux jouent leur dernier match du groupe le 25 janvier contre les Lions indomptables du Cameroun.

Martin Engimo



PERSPECTIVES D'AVENIR
FONDATION

CONCOURS DES MEILLEURS PROJETS D'ENTREPRENEURIAT

Appel à candidatures



Projets d'entrepreneuriat
Social

Projets d'entrepreneuriat
Économique



- Jeunes Congolais
- Jeunes porteurs de projets
- Jeunes de la diaspora

Agés de 18 à 35 ans

Retrait et dépôt des candidatures

16 Janvier - 05 février 2016

Proclamation des résultats

12 février 2016

Remise des prix

13 février 2016



Saisissez cette opportunité!



- Prix en numéraire de **3 à 5 millions FCFA**
- Bourse d'accompagnement et d'incubation au sein de la Fondation Perspectives d'Avenir d'une valeur de **5 à 10 millions FCFA**

POUR PLUS D'INFORMATIONS, CONTACTEZ-NOUS :

Au 4^{ème} Etage Immeuble YOKA Bernard Rond-Point de la Coupole, Centre-ville, **Brazzaville, Congo**

Tél: (+242) 222 81 20 20

Email: info@perspectivesavenir.org / Facebook: [fondationperspectivesavenir](https://www.facebook.com/fondationperspectivesavenir) / www.perspectivesavenir.org

MOTS FLÉCHÉS N°064

JEUX PROPOSÉS PAR rci-jeux.com

SUDOKU N°064

Grid for Mots Fléchés with clues like 'SORTES DE MUSELIÈRES', 'INFRACTIONS', 'ESPION NUMÉRO 117', etc.

>FACILE

Sudoku grid for Facile level.

>MOYEN

Sudoku grid for Moyen level.

>DIFFICILE

Sudoku grid for Difficile level.

MOTS CROISÉS N°064

Grid for Mots Croisés with letters A-J and numbers 1-10.

>HORIZONTALEMENT 1. Fait sensation sous la dent. - 2. Elle est bretonne. - 3. Partie postérieure. - 4. Tout le problème consiste à la remplir. Conjonction. Dans le vent. - 5. Cabane rudimentaire. Elle permet de mieux voir l'horizon. - 6. Cité sur la Bresle. Déplacements d'air. - 7. Os qu'on peut trouver en pomme. Submergée sur la côte. - 8. Pronom personnel. Ancien royaume asiatique. Ça renforce un accord. - 9. Il a gagné le tour. Rectifier. - 10. Parles, mais pas forcément argent... Quantité de bois.

>VERTICALEMENT A. Origine de la gamelle. - B. Deuxième de gamme. Article contracté. Éternel féminin. - C. Pas étranger. Rayon auquel on s'expose. - D. Entier et premier. Boîtes à lunettes. - E. Se vide lors d'une conversation. N'admis point. - F. Montre qu'on a un but dans la vie. Liquide anglais. - G. Tels des sacs à emporter pour le pique-nique. - H. Blé roumain. On peut lui préférer l'écossais. - I. Gallinacés qui criaillent. - J. Bois durs. Peinture ou sculpture.

MOTS À MOTS N°064

Pour chaque ligne, en regroupant et en mélangeant les lettres des deux mots de cinq et quatre lettres proposés, composez un troisième mot de neuf lettres.

- 1 ERREUR + TEST = T E R R E U R
2 FERRE + CENE = R E R R E C E N E
3 CREER + NEVE = R C R E E R N E V E

SOLUTIONS DE LA SEMAINE PRÉCÉDENTE

MOTS FLÉCHÉS N°063

Solutions for Mots Fléchés N°063 grid.

SUDOKU N°063

Solutions for Sudoku N°063 grid.

MOTS CROISÉS N°063

Solutions for Mots Croisés N°063 grid.

MOTS À MOTS N°063

1/ CÉRÉALE - 2/ RETENUE - 3/ ÉTERNEL.

FOOTBALL

Le nouvel entraîneur des Diables rouges déjà à Brazzaville

Pierre Lechantre dont la candidature était retenue pour succéder à Claude Le Roy est arrivé dans la ville capitale congolaise dans la soirée du 20 janvier. Son séjour de travail durera quatre jours. Le premier a été consacré à la visite du Centre national de formation de football, dans l'enceinte du stade Alphonse-Massemba-Débat, dans la matinée du 21 avant d'aller au Complexe sportif la Concorde à Kintélé où se sont disputés les onzièmes Jeux africains. Le site, rappelons-le, abrite le stade de l'Unité que Pierre Lechantre visitera.

Ce vendredi 22 janvier, le technicien français assistera à la cérémonie d'échanges de vœux entre le ministre des Sports et de l'éducation physique, Léon Alfred Opimbat, et les agents de ce département ministériel. En début d'après-midi, Pierre Lechantre discutera avec la Fédération congolaise de football sur les termes de son contrat à la tête de l'équipe nationale du Congo. Le samedi 23 janvier, si seulement les deux parties s'accordent, l'entraîneur signera son contrat avant de tenir un point de presse. Puis il regagnera la France. Dans les plus brefs délais, assurément, il reviendra déposer ses valises à Brazzaville, comme le souligne les termes de l'appel à candidature sur le lieu de résidence de celui qui prendra en main le onze national congolais.

Rominique Nerplat Makaya

CHAMPIONNAT D'AFRIQUE DE HANDBALL

Le Congo s'incline devant la RD Congo

Les Diables rouges ont courbé l'échine (29 à 30) face aux Léopards de la République démocratique du Congo (RDC) lors de leur première sortie qui pourra aussi être la dernière car si le Congo-Brazzaville ne paie pas ses frais de participation, le pays sera débarqué de la compétition. Le calendrier de ce Championnat d'Afrique prévoit que les Diables rouges, pour leur deuxième match, rencontre le Kenya ce vendredi 22 janvier après la cérémonie d'ouverture. Le 23 janvier, les Congolais devraient défier l'Angola avant de prendre la pause, le 24 pour continuer la compétition face à la Tunisie et la Libye, respectivement les 25 et 26 janvier.

R.N.M.

FOOTBALL

Les résultats des Diables rouges et des Congolais de la diaspora en France

Yven Moyo et Concarneau, leader du groupe D de CFA, tombent la tête haute face à Troyes, dernier de Ligue 1. Naïfs défensivement, les

pour l'Estac : sur un corner, il place une demi-volée, prolongée dans le but par Koré, à qui le but est officiellement attribué (68^e).



Yven Moyo est à l'origine de la réduction du score de Concarneau, finalement éliminé par Troyes (droits réservés)

Bretons sont éliminés sur le score de 1-3. Titulaire sur le côté gauche de l'attaque, Yven Moyo est à l'origine de la réduction du score, à 2-0

Mardi soir, Arnold Bouka Moutou et Angers ont été éliminés par Bordeaux (1-2). Titularisé au poste de latéral gauche, pour la

première fois depuis la fin de la saison dernière, Bouka Moutou a passé une mauvaise soirée face au jeune Ounas. Battu dans les duels, dans l'intensité et la vitesse, il manque probablement de repères à ce poste dévolu au droitier Andreu depuis le début de l'exercice en cours. En phase de reprise (musculature), Fodé Doré n'était pas dans le groupe.

Yhoan Andzouana n'était pas dans le groupe de Monaco, qui se qualifie à Evian (3-2, après prolongations).

Nantes assure le service minimum face aux amateurs du FC Mantois (CFA 2).

Les Canaris l'emportent 1-0 après prolongations. Jules Iloki était titulaire. Averti à la 57^e, il n'a pas vraiment brillé.

Christopher Maboulou n'était pas retenu dans le groupe de Bastia, sorti par Sochaux (1-2).

Davel Mayela n'était pas dans le groupe de Toulouse, éliminé sur le fil par le PSG (1-2).

Camille Delourme

BRIN D'HISTOIRE

Regard sur les cinquante dernières années (1965-2015)

(2) 1966

Une naissance, comme il y en a tous les jours dans notre pays, est un événement privé. C'est la conjonction favorable ou défavorable d'un certain nombre d'éléments qui en fait, parfois, des années après, un moment historique de la vie d'un pays. C'est le cas de l'arrivée sur cette terre des hommes, le 24 février 1966, à Mouyondzi, d'Alain Mabanckou.

Le prix Renaudot, fondé en 1925 et décerné chaque année en même temps que le prix Goncourt, a fait entrer Alain Mabanckou, dans le panthéon de la littérature française et africaine. Il l'a obtenu le 6 novembre 2006 pour son roman Mémoire de porc-épic. Un an auparavant, il avait remporté le prix des cinq continents de la Francophonie, avec son précédent ouvrage Verre cassé. Auteur de plusieurs livres à succès, Alain Mabanckou enseigne la littérature africaine à Los Angeles aux Etats-Unis. Dix ans, après le Renaudot, consécration pour cet écrivain franco-congolais. Il est nommé, dimanche 29 novembre 2015, professeur à la chaire annuelle de création artistique du Collège de France. Il y prononcera sa leçon inaugurale le 17 mars prochain. Au

programme, la littérature africaine. Alain Mabanckou est le premier écrivain appelé à occuper cette chaire, créée en 2004. Il succède à des créateurs tels que l'architecte Christian de Portzamparc, le compositeur Pascal Dusapin, le sculpteur Anselme Kiefer ou le paysagiste Gilles Clément. Il faut rappeler que le Collège de France a été créé en 1530 par François 1^{er}, avec une double vocation : être à la fois le lieu de la recherche la plus audacieuse et celui de son enseignement. C'est donc une consécration dont devrait se réjouir tout le peuple congolais, quelque soit l'opinion, bonne ou mauvaise, que l'on peut avoir de l'écrivain.

Au mois de mai 1966, Ambroise Noumazalaye est nommé Premier ministre par le président Alphonse Massamba-Débat, en remplacement de Pascal Lissouba. Jusqu'à son décès à Paris, le 17 novembre 2007, il était président du Sénat et secrétaire général du Parti congolais du travail (PCT). Né le 23 septembre 1933 à Bétou, dans le département de la Likouala, Ambroise Noumazalaye s'intéresse très tôt à la politique, au Congo

puis en France, où il milite au sein de la Feanf (Fédération des étudiants d'Afrique noire en France). À son retour au pays, il devient, en 1964, secrétaire général du Mouvement national de la Révolution (Mnr). Il est l'un des fondateurs du PCT.

Malgré l'indépendance en 1960 et la Révolution des 13, 14 et 15 août 1963, les forces françaises disposent toujours d'une base militaire au Congo. Ce n'est qu'en 1965, qu'elles quitteront Brazzaville et le reste du pays. Le 22 juin 1966, la loi n°011-66, du 22 juin 1966, est promulguée. Elle crée l'Armée populaire nationale (Apn), anciennement Forces armées congolaises (Fac), dénomination réappropriée depuis quelques années. En juin 2016, l'Armée congolaise fêtera le cinquantenaire de sa naissance. Pour mémoire, la première unité congolaise est créée le 16 novembre 1960.

Le 27 juin 1966, un mouvement de protestation contre la décision, deux jours plus tôt, de faire du capitaine Marien Ngouabi un simple soldat de 2^eme classe. La Primature, que vient d'occuper

Ambroise Noumazalaye, et le siège du Mnr sont attaqués par une foule en furie. L'intervention musclée des éléments de la Défense civile (milice du pouvoir) réussit à disperser les manifestants. Poto-Poto, où résidait la plupart d'entre eux, est soumis à une véritable chasse aux sorcières. De nombreuses arrestations sont opérées. C'est le début d'une série de turbulences politiques qui conduiront, deux années plus tard, Marien Ngouabi, au sommet de l'Etat. A l'origine de cette fulgurante ascension, sa rétrogradation qui l'a mis sous les feux de la rampe. Nous en reparlerons dans le papier qui sera consacré à l'année 1968.

Au début du mois d'août 1966, au cours d'une tournée ouest-africaine, Jean Serge Essous, cofondateur et chef de l'orchestre Bantous, abandonne ses collègues à l'étape d'Abidjan. Il se rend en France. Suite à cette désertion, Nino Malapet devient le chef de l'orchestre Bantous. Il est adoubé par les deux derniers cofondateurs, encore en place, Edo Ganga et Celio Kouka.

MFUMU